

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 2014

## **DELIBERATION N° DEL139-14**

L'an deux mille quatorze, le 15 décembre à dix-neuf heures,  
Le conseil municipal, légalement convoqué par Pierre VERRI Maire, le 9 décembre 2014  
s'est réuni à la mairie en séance publique sous sa présidence.

Le quorum étant atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance.

### **Présents :**

M<sup>mes</sup> I. BEREZIAT, A. BONNIN-DESSARTS, S. BRANON-MAILLET, M. BREUILLE, S. CUSSIGH,  
C. EGEA, C. FERRACIOLI, M. GERACI, G. LE CLOAREC, C. PICCA, C. ROULAND, et MM. R. BAH,  
P. BERTHOLLET, H. EL GARÈS, J. FABBRO, J-P. GABBERO, J. PAVAN, Y. PERRIER,  
C. SERGENT, P. VERRI.

### **Pouvoirs :**

M. Yann BOUCLIER (Pouvoir à Chloé ROULAND en date du 15/12/14)  
M. Andy DUSSERRE (Pouvoir à Pierre VERRI en date du 15/12/14)  
M<sup>me</sup> Véronique GOYVANNIER (Pouvoir à Chantal FERRACIOLI en date du 15/12/14)  
M. Benoît LEBRUN (Pouvoir à Jacques FABBRO en date du 15/12/14)  
M. Georges MORIN (Pouvoir à Habib EL GARES en date du 15/12/14)  
M<sup>me</sup> Christine TISON (Pouvoir à Alberte BONNIN-DESSARTS en date du 15/12/14)

### **Absents excusés :**

M<sup>me</sup> Nadège AMBREGNI  
M. Stéphane DUBOIS  
M. Daniel FINAZZO

M<sup>ME</sup> GISÈLE LE CLOAREC A ÉTÉ ÉLUE SECRÉTAIRE DE SÉANCE.

## **OBJET : Convention relative à la gestion des services dans le cadre du passage en Métropole.**

**Rapporteur : Alberte BONNIN-DESSARTS**

Monsieur le Maire expose au conseil municipal :

En application de la loi loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et  
d'Affirmation des Métropoles (M.A.P.T.A.M.) du 27 janvier 2014, la métropole Grenoble  
Alpes Métropole sera créée le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Ce passage en Métropole se traduit par la  
prise de compétences nouvelles. Afin d'assurer la continuité et la sécurité des services

publics relevant désormais de la Métropole, il importe d'adapter l'organisation de ses services.

Ainsi, dans l'attente de la mise en place définitive de l'organisation, du budget et des services opérationnels de la Métropole grâce aux transferts des moyens afférents par les communes, il convient que la Métropole puisse, à titre transitoire, s'appuyer sur l'expérience de gestion de ces services par les communes, lesquelles sont les mieux à même d'assurer les impératifs de sécurité et de continuité des services publics.

L'article L.5215-27 du code général des collectivités territoriales, applicable aux métropoles par renvoi de l'article L.5217-7 du même code, dispose que « *la communauté urbaine [métropole] peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres...* ».

De telles conventions peuvent ainsi être conclues entre la Métropole et les communes aux fins de leur confier la gestion courante de services relevant de ses attributions, pour son compte et sous sa responsabilité, à l'exception des dépenses d'investissements qui incombent à la métropole.

C'est sur ce fondement qu'il est proposé de conclure, entre la Métropole et chacune de ses communes, une convention lui permettant de leur confier la gestion de certains services publics, le temps de parvenir à une organisation métropolitaine intégrée tout en maintenant le niveau de service dû aux habitants pendant la phase de transfert. Ces conventions seront passées pour une durée d'un an et concernent les services :

- Voirie
- Défense extérieure contre l'incendie
- Urbanisme et planification
- Développement économique
- Habitat-logement

La Métropole prendra en charge le financement intégral des dépenses nécessaires à la mise en œuvre et à l'exploitation des services concernés, notamment le gros entretien et les travaux, à l'exception des travaux d'urgence, indispensables à la continuité du service public, la sécurité des personnes ou l'intégrité du domaine public.

Concernant la compétence eau potable, il est précisé que le contrat de délégation de service public en cours avec la Sergadi est transféré à la Métropole.

Les dépenses nécessaires à la gestion et au fonctionnement courant des services seront prises en charge par les communes et remboursées par la Métropole sur la base des titres de recettes qui lui seront transmis chaque mois.

L'ensemble des recettes sera perçu directement par la Métro.

Par suite, il est proposé au conseil municipal d'approuver le principe d'une convention entre la métropole et la commune de gestion des services devant revenir à la métropole suite au transfert de compétences prévu par la loi M.A.P.T.A.M. et d'autoriser le Maire à signer cette convention.

A l'issue de ce vote, et après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- approuve la convention de gestion et de mandat provisoire entre la métropole et la commune de Gières concernant la gestion des services de :  
*(projet de convention joint en annexe)*
  - Voirie
  - Défense extérieure contre l'incendie
  - Urbanisme et planification
  - Développement économique
  - Habitat-logement
- autorise le Maire à signer cette convention,
- autorise le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**Conclusions :**

La présente délibération est approuvée par 22 voix pour et 4 abstentions.

Ont signé au registre  
les membres présents.

Gières, le 15 décembre 2014.

Pour extrait conforme,  
Le Maire,

Pierre VERRI